

# Beauvau en alerte maximale avant les JO

Islamisme, cyberattaques... Gérald Darmanin dresse la liste des menaces en vue d'une année 2024 brûlante.

JEAN CHICHIZOLA

**SÉCURITÉ** Plus que tous les autres, le ministère de l'Intérieur est celui des urgences. Et, entre visites officielles, Coupe du monde de rugby, match PSG-OM et manifestations diverses, la semaine en cours en est une parfaite illustration (*lire également en page 4*). Dans un tel contexte, il est notable que le locataire de la Place Beauvau ait tenu à s'exprimer lors de la conférence de rentrée du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure (CRSI), fondé en 2015 par l'avocat Thibault de Montbrial. Ce faisant, Gérald Darmanin n'a pas seulement salué l'influence grandissante du CRSI et de son patron dans le débat sur les questions de sécurité. Il a aussi mis l'accent sur la prospective et décrit les menaces d'aujourd'hui et de demain.

Un tour d'horizon édifiant à l'aube de 2024, année de tous les dangers avec les Jeux olympiques et le défi sécuritaire d'une cérémonie d'ouverture sur la Seine, mais aussi le 80<sup>e</sup> anniversaire des débarquements de Normandie et de Provence, les rendez-vous habituels (14 Juillet, Tour de France...) et l'imprévu qui surviendra assurément. En clair, et comme l'a souligné Thibault de Montbrial, la France fera face, avec les festivités de 2024, à « une convergence des haines » (États hostiles, terroristes, activistes...), la riposte exigeant pour l'auteur d'*Osons l'autorité* (Éditions de l'Observatoire) que « nous arrêtions de nous saborder » en retardant les mesures nécessaires et en multipliant les contraintes juridiques.

Pour sa part, détaillant les quatre grandes menaces présentes et à venir qui pourraient faire de 2024 une annus horribilis, le ministre de l'Intérieur a évoqué en premier lieu, comme il le fait avec constance depuis de longs mois, une

« crise terroriste qui continue et ne s'arrêtera pas de sitôt », avec notamment la menace « principale », celle du terrorisme islamiste. Et de souligner que la menace « exportée » depuis des zones de djihad en crise (Sahel, Levant, Afghanistan) « grandit à mesure que le temps passe ». La menace endogène, signe de ce que le ministre désigne comme une « ubérisation du terrorisme », est tout aussi présente. Et particulièrement difficile à repérer. Ainsi Gérald Darmanin a-t-il souligné que, sur les onze derniers individus interpellés dans des dossiers djihadistes, un seulement était connu de la Direction générale de la sécurité intérieure.

## Extrémistes de tout poil

Outre les islamistes, Beauvau s'inquiète également des extrémistes de tout poil. Ceux d'ultradroite, avec l'existence de cellules de suprémacistes parfois adeptes de l'« accélérationnisme », théorie venue tout droit des États-Unis et qui vise à l'instauration d'un État ethnique blanc. Gérald Darmanin s'inquiète aussi d'une ultragauche « prenant en otage l'écologie », multipliant les sabotages et pouvant un jour passer à l'acte contre un « pollueur ». Il note également dans cette mouvance la mise en place d'« écosystèmes séparatistes » avec par exemple dans le Sud-Ouest des écoles hors contrat, des achats de terrain, des publications locales et des stratégies d'entrisme dans les conseils municipaux.

Toutes tendances confondues, ce terrorisme est « d'autant plus inquiétant qu'il va s'associer à la technologie ». Revenant aux enjeux très concrets des JO, Gérald Darmanin évoque la menace des drones et des cyberattaques qui pourraient intervenir en même temps que des attentats et viser par exemple des hôpitaux.

Au-delà du terrorisme, le ministre définit d'ailleurs la « menace cyber » com-

me le second défi du futur, rappelant au passage que 50 % des escroqueries sont aujourd'hui numériques. Le défi sera relevé par une organisation adaptée, des moyens accrus mais aussi des normes que devront suivre particuliers, collectivités et entreprises. Enfin, le locataire de la Place Beauvau souligne les deux derniers risques. D'abord, « une menace d'ordre public qui va s'accélérer » avec des manifestations qui évoluent (non déclarées, sans service d'ordre efficace, survenant dans des lieux inhabituels) et

surtout des points de contestation sur le modèle de Sainte-Soline. Gérald Darmanin en dénombre une trentaine en France, de l'autoroute Castres-Toulouse à l'extension de l'aéroport de Lille en passant par les lignes à grande vitesse Bordeaux-Dax et Bordeaux-Toulouse. Enfin, de retour de Rome, où il a rencontré son homologue sur fond de crise à Lampedusa, le ministre a évoqué une « menace migratoire » liée à la saturation des capacités d'accueil. Gérald Darmanin a souligné que les migrations sont une réa-

lité en France comme en Europe, aux États-Unis ou en Asie. Il ne s'agit pas pour lui d'une « question d'opinion publique » où il s'agirait d'être « pour ou contre ». Mais bien plus de la définition de nos « exigences », de nos « capacités d'intégrer » et du choix de ceux que nous voulons intégrer. Petite pierre dans le jardin de Marine Le Pen et peut-être aussi de l'extrême droite italienne, le ministre a souligné qu'en la matière « l'égoïsme national n'amène rien de bon sinon le triomphe passager de la démagogie ». ■